

PRÉFACE

François Denord

Géographe marxiste, David Harvey analyse comment l'accumulation et la circulation du capital structurent l'espace mondial. Dans sa *Brève histoire du néolibéralisme*, il se propose moins d'étudier la *doxa* économique et politique de notre temps que d'explorer un processus de néolibéralisation. Son livre se démarque ainsi des nombreux travaux que des historiens, des politistes ou des philosophes ont consacrés au néolibéralisme, cette théorie des pratiques économiques qui tient le marché libre pour l'*alpha et l'oméga* de toute pensée politique¹. Que le néolibéralisme fasse l'objet d'interprétations variées et parfois contradictoires ou qu'il soit le produit d'une histoire qui, au bas mot, remonte à l'après Seconde Guerre mondiale – avec la création par l'économiste Friedrich Hayek de la Société du Mont-Pèlerin en 1947- importe peu. David Harvey ne fait pas de l'histoire des idées : il n'aligne pas les notes de lecture et les typologies semi-savantes² ; il ne prétend pas faire l'archéologie de la « nouvelle raison du monde³ ». Ce qui intéresse ce matérialiste, c'est le néolibéralisme « réellement existant », celui qui, porté par des institutions et de solides coalitions d'intérêts, façonne le monde dans lequel nous vivons.

Cette perspective ambitieuse implique de tordre le cou à certains lieux communs. Le premier concerne le caractère antiétatique du néolibéralisme. De longue date, ses partisans ont compris que la pérennité de l'ordre concurrentiel passait par des institutions, un droit et partant, un État. Plutôt que de supprimer l'État, le néolibéralisme reconfigure et redéploie son action⁴. Alors qu'aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, l'État reflétait un rapport de forces entre les classes sociales plutôt favorable au travail, il redevient progressivement l'instrument de la domination du capital. Avec la néolibéralisation, l'ère du « libéralisme intégré », du « keynésianisme » ou du « compromis social fordien » prend fin⁵. L'État néolibéral intervient continuellement pour créer un environnement institutionnel et un climat favorables au profit.

Parallèlement, il étend le mécanisme concurrentiel à de nouveaux objets et à de nouveaux territoires.

Deuxième lieu commun que contredit David Harvey, celui d'un néolibéralisme qui aurait fait ses premiers pas dans le monde anglo-saxon. Non seulement, certains pays plus périphériques l'ont expérimenté auparavant (comme le Chili de Pinochet), mais c'est parfois de manière relativement indépendante que certains États ont choisi d'enclencher une néolibéralisation de leurs structures. Et le géographe radical d'inclure la Chine dans sa *Brève histoire*. L'« économie socialiste de marché » n'apparaît-elle pas précisément au moment même où des révolutions conservatrices secouent les États-Unis et la Grande-Bretagne ?

Troisième point d'inflexion face à certains discours convenus : la volonté de ne pas artificiellement gommer la diversité des voies vers le néolibéralisme. Margaret Thatcher et Ronald Reagan n'ont pas emprunté le même chemin ; pas plus que la France et la Chine. David Harvey ne fait pas table rase de l'histoire. Non seulement, il tient compte des spécificités nationales des processus de néolibéralisation, mais il sait également pointer certaines régularités. Notamment celle-ci : « la néolibéralisation crée aussi les conditions pour la formation de classes, et à mesure que le pouvoir d'une classe se renforce, cette dernière a tendance [...] à vouloir se dégager de sa dépendance à l'égard du pouvoir d'État, ainsi qu'à réorienter le pouvoir d'État suivant des lignes néolibérales ». On comprend dès lors que ce ne sont pas toujours les mêmes classes dominantes qui ont impulsé la néolibéralisation : tantôt ce sont les milieux d'affaires ; parfois, comme dans le cas français, c'est la noblesse d'État qui s'active en première ligne⁶.

Selon le géographe radical, deux questions se posent alors : comment se construit le consentement au néolibéralisme et de qui sert-il les intérêts ? David Harvey s'inspire d'Antonio Gramsci. Le néolibéralisme est indissociable de la fabrique d'un « sens

commun ». Il a conquis une forme d'hégémonie culturelle⁷. Pour ce faire, les promoteurs du néolibéralisme ont joué des ambiguïtés d'un concept central de la pensée politique, celui de liberté. Un mot qui, comme le soulignait Marx dans son *Discours sur le libre-échange*, en « impose » quand bien même la liberté qu'il évoque est avant tout celle du capital. Au nom de cette liberté, on laisse souffrir. Au nom de cette liberté, on exploite. Au nom de cette liberté, on fait la guerre aux ennemis... de la liberté. Et pourtant, qui ne voudrait pas être libre ? On sacrifie tous à cette valeur en apparence si désintéressée. C'est d'autant plus vrai, nous dit David Harvey, que la néolibéralisation a profité de la brèche idéologique ouverte en 1968 entre aspiration à la justice sociale et revendications libertaires. Quand le libéralisme invoque la « liberté » – aussi particulière soit-elle⁸ –, il gagne automatiquement en légitimité. La théorie séduit, ou à tout le moins interroge, ceux qui recherchent des potentialités émancipatrices inexplorées⁹. Pourtant, quand le néolibéralisme présente son visage autoritaire, l'écart est saisissant. David Harvey rappelle l'épisode de la guerre d'Irak : une vraie guerre, avec de vrais morts, faite au nom de la liberté et qui a transformé l'Irak en un gigantesque laboratoire néolibéral à ciel ouvert.

Pour s'imposer, les idées dominantes doivent prétendre à l'universalité quand bien même leur fondement intéressé saute aux yeux. Un des grands mérites de David Harvey est de tourner le dos aux interprétations les plus idéalistes de l'histoire du néolibéralisme. Moins qu'une philosophie politique (la pensée peut-être utopique de Hayek et ses disciplines), la néolibéralisation peut s'analyser comme la réalisation pragmatique d'un projet politique visant à restaurer le pouvoir des élites économiques. Celles-ci ont vécu les années 1970 avec angoisse. Non seulement, les mouvements sociaux avaient le vent en poupe, mais surtout les rendements du capital allaient décroissants. Harvey ne minimise pas

l'investissement intellectuel des théoriciens néolibéraux. Mais leurs idées n'ont pris l'ascendant que parce que les forces sociales dominantes les ont faites leurs. La classe dominante voit s'opérer en son sein une division du travail, entre « le travail intellectuel et le travail matériel ». Tous deux ne se valent pas : « les uns seront les penseurs de cette classe (les idéologues actifs qui réfléchissent et tirent leur substance principale de l'élaboration de l'illusion que cette classe se fait d'elle-même), tandis que les autres auront une attitude plus passive et plus réceptive en face de ces pensées et de ces illusions, parce qu'ils sont, dans la réalité, les membres actifs de cette classe et qu'ils ont moins de temps pour se faire des illusions et des idées sur leurs propres personnes¹⁰ ». Autrement dit, dans des circonstances historiques précises, l'utopie libérale des uns a conforté la position de classe des autres. Elle a même ouvert la voie à une reconquête, au prix parfois d'accommodements et de contradictions avec le *credo* initial.

La thèse de David Harvey est, en fait, lourde de conséquences politiques. Il rappelle, d'abord, que les théoriciens néolibéraux nourrissent une certaine défiance vis-à-vis de la démocratie. Libéralisme politique et démocratie ne se confondent pas, loin s'en faut. Quant aux inégalités et à leur accroissement continu, ils ne constituent en rien un effet pervers. *Brève histoire du néolibéralisme* retrace un processus de redistribution des richesses, une « accumulation par dépossession ». La financiarisation, l'extension de la concurrence, les privatisations et les politiques fiscales des États redirigent les richesses du bas vers le haut de la hiérarchie sociale. Les néolibéraux se moquent de l'enrichissement collectif. Ils lui préfèrent celui de quelques-uns, dont ils font partie. Le néolibéralisme sert les intérêts d'une classe. Plaider en faveur d'un « socialisme libéral » n'a aucun sens. David Harvey s'en prend à certaines organisations non gouvernementales qui, en investissant l'espace laissé vacant par l'État, se donnent une raison d'être. Le

PRÉFACE

néolibéralisme n'est pas une pensée du bien commun. Et pourtant, c'est de cette conception de l'action publique que nous sommes aujourd'hui à la fois héritiers et prisonniers. Le néolibéralisme s'est transformé en institutions. Ces dernières ont produit des dispositifs d'intervention publique, construits sur la durée, qui façonnent des manières d'agir et de penser. À commencer par cette quasi-règle de nos sociétés contemporaines, selon laquelle le marché serait le meilleur outil de satisfaction des besoins humains. Formulée de la sorte, la proposition étonne peut-être. Elle est pourtant le principal pilier de l'édifice. Celui que David Harvey nous invite, en priorité, à abattre.

INTRODUCTION

Les historiens de l'avenir regarderont sans doute les années 1970-80 comme un tournant révolutionnaire dans l'histoire économique et sociale du monde. En 1978, Deng Xiaoping pose les premiers jalons d'une tentative historique : libéraliser une économie communiste dans un pays dont la population représente un cinquième de la population mondiale. La ligne choisie par Deng est la suivante : faire en deux générations de la Chine, marché de seconde zone replié sur lui-même, un centre ouvert et dynamique du capitalisme, doté d'un taux de croissance continu sans équivalent dans l'histoire humaine. Sur l'autre rive du Pacifique, dans des circonstances bien différentes, un personnage relativement obscur (mais désormais célèbre) du nom de Paul Volcker prend ses fonctions à la Réserve fédérale des États-Unis en juillet 1979. En quelques mois, il change du tout au tout la politique monétaire du pays. La Réserve fédérale prend dès lors la tête de la lutte contre l'inflation, au mépris des conséquences, en particulier sur le chômage. De l'autre côté de l'Atlantique, Margaret Thatcher est élue Premier Ministre de Grande-Bretagne en mai 1979, avec pour mission de réduire le pouvoir des syndicats et de mettre un terme à la morne stagnation inflationniste qui a pesé sur le pays pendant la décennie. Puis, en 1980, Ronald Reagan est élu Président des États-Unis : fort de sa cordialité et de son charisme, il s'emploie à revitaliser l'économie du pays en soutenant les mesures prises par Volcker à la Réserve fédérale, auxquelles il ajoute sa propre gamme de mesures, destinées à réduire le pouvoir des syndicats, à déréguler l'industrie, l'agriculture, et l'extraction des ressources naturelles, ainsi qu'à libérer les pouvoirs de la finance sur le plan intérieur comme sur la scène mondiale.

Des transformations de cette ampleur et de cette profondeur n'arrivent pas par accident. Il est donc pertinent de se demander par quels moyens et par quelles voies ce nouvel ordre économique, connu sous le nom de « mondialisation », est sorti des entrailles de

l'ordre ancien. Volcker, Reagan, Thatcher et Deng Xiaoping se sont tous emparés d'idées qui, quoique minoritaires, circulaient depuis longtemps, et ils les ont rendues majoritaires (au prix, dans chacun des cas, d'un long combat). Reagan ressuscite au sein du Parti républicain une tradition minoritaire, lancée par Barry Goldwater au début des années 1960. Deng Xiaoping comprend que le Japon, Taiwan, Hongkong, Singapour et la Corée du Sud jouissent d'une richesse et d'un poids nouveaux dans l'économie mondiale, et il cherche à remplacer la planification par une économie socialiste de marché qui sera capable de protéger et promouvoir les intérêts de l'État chinois. Volcker et Thatcher arrachent à l'obscurité relative qui l'entourait une certaine théorie, connue sous le nom de « néolibéralisme », et en font la nouvelle règle d'or de la théorie et de la pratique économiques. C'est cette théorie – ses origines, son essor, ses conséquences – qui m'intéresse ici au premier chef.

Le néolibéralisme est d'abord une théorie des pratiques économiques, qui soutient que le meilleur moyen d'œuvrer au bien-être des hommes est de désentraver la liberté d'entreprendre et les talents individuels au sein d'un cadre institutionnel caractérisé par le libre-échange, le marché libre, et de solides droits de propriété privée. L'État a pour rôle de créer et de maintenir un cadre institutionnel propice à ces pratiques. Il doit par exemple garantir la solidité et l'intégrité de la monnaie. Il doit aussi mettre en place les structures et les pouvoirs juridiques et militaires, de défense et de police, requis pour défendre la propriété privée et garantir, au besoin par la force, le bon fonctionnement des marchés. De surcroît, là où il n'existe pas encore de marché (dans les domaines de l'eau, de la terre, de l'éducation, de la santé, de la protection sociale ou de la pollution de l'environnement), celui-ci doit être créé, si nécessaire par l'État. Mais l'État ne doit pas s'aventurer au-delà de ces prérogatives. Son intervention sur ces marchés (une fois ces marchés créés) doit être réduite au minimum, parce

que, d'après la théorie néolibérale, il ne peut jamais détenir suffisamment d'informations pour anticiper les signaux du marché (les prix) et parce que ses interventions risquent toujours d'être influencées par de puissants groupes de pression (en particulier dans les démocraties) qui les détourneront à leur profit.

Dans le monde entier, la théorie et la pratique économiques ont pris un vigoureux tournant néolibéral depuis les années 1970. La dérégulation, la privatisation, le retrait de l'État de bien des domaines traditionnels de la protection sociale, ont été la règle. Presque tous les États, qu'il s'agisse de ceux qui ont été créés après l'effondrement de l'Union soviétique, des social-démocraties ou des États-providence à l'ancienne comme la Nouvelle-Zélande ou la Suède, ont adopté telle ou telle version de la théorie néolibérale, tantôt volontairement, tantôt en réponse à des pressions extérieures. Ils ont alors ajusté, en suivant les préceptes de cette théorie, certaines de leurs pratiques et de leurs politiques. L'Afrique du Sud d'après l'Apartheid a rapidement adopté le néolibéralisme et, comme nous le verrons, la Chine actuelle semble elle aussi prendre cette direction. En outre, les défenseurs de la voie néolibérale occupent désormais des positions qui leur permettent d'exercer une influence considérable, tant dans l'éducation (dans les universités et dans de nombreux « *think tanks* »), que dans les médias, les conseils d'administration des entreprises et les institutions financières, et tant dans des institutions étatiques cruciales (les ministères des Finances, les banques centrales) que dans des institutions internationales comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), chargées de réguler la finance et le commerce à l'échelle mondiale. Bref, le discours néolibéral est devenu hégémonique. Il a pénétré les modes de pensée au point qu'il s'est infiltré dans le sens commun, c'est-à-dire dans la façon dont nous interprétons, habitons et comprenons le monde.

Le processus de néolibéralisation a toutefois entraîné beaucoup de « destruction créatrice » : destruction des pouvoirs et des cadres institutionnels (remettant même en question certaines formes traditionnelles de souveraineté étatique), mais aussi de la division du travail, des relations sociales, des aides sociales, du mix technologique, des modes de vie et de pensée, de la fonction reproductrice, de l'attachement à la terre et des habitudes du cœur. Dans la mesure où le néolibéralisme considère le libre-échange comme « une morale en soi, capable de fonctionner comme guide de toute action humaine et de remplacer toutes les convictions morales défendues jusqu'alors », il souligne l'importance des relations contractuelles dans l'espace du marché². Il stipule que le bien social sera maximisé si l'on maximise l'étendue et la fréquence des échanges commerciaux, et cherche à faire entrer toutes les actions humaines dans le domaine du marché. Cela nécessite des technologies de création d'information et la capacité d'accumuler, de stocker, de transférer, d'analyser et d'utiliser d'énormes bases de données, pour guider les prises de décision sur le marché mondial. D'où l'intérêt du néolibéralisme pour les technologies de l'information et ses recherches acharnées dans cette direction (qui poussent certains à proclamer la naissance d'une « société de l'information »).

Ces technologies ont entraîné une densification des transactions marchandes dans l'espace et le temps. Ainsi, elles ont provoqué une extraordinaire intensification de ce que j'appelle la « compression spatio-temporelle ». Plus l'aire géographique d'un contrat commercial est étendue (d'où l'insistance sur la « mondialisation »), plus sa durée est courte, meilleur il est. Cette préférence est conforme à la fameuse description que fait Lyotard de la condition postmoderne, dans laquelle « le contrat temporaire supplante de fait l'institution permanente dans les matières professionnelles, affectives, sexuelles, culturelles, familiales, internationales comme

INTRODUCTION

dans les affaires politiques. » Les conséquences culturelles de la domination d'une telle éthique commerciale sont légion, comme je l'ai montré dans *The Condition of Postmodernity*³.

Si de nombreuses études d'ensemble des transformations du monde et de leurs effets sont désormais disponibles, ce qui manque généralement – et c'est ce trou que ce livre se propose de combler –, c'est une histoire politico-économique des origines du néolibéralisme et de sa prolifération généralisée sur la scène mondiale. La critique de cette histoire dessine, en outre, un cadre pour identifier et construire une alternative économique et politique au néolibéralisme.

Les conversations que j'ai pu avoir ces derniers temps avec Gérard Duménil, Sam Gindin et Leo Panitch m'ont beaucoup apporté. J'ai aussi une dette, plus ancienne, envers Masao Miyoshi, Giovanni Arrighi, Patrick Bond, Cindi Katz, Neil Smith, Bertell Ollman, Maria Kaika, et Eric Swyngedouw. C'est un colloque sur le libéralisme parrainé par la Fondation Rosa Luxemburg (qui se tint à Berlin en novembre 2001), qui a suscité mon intérêt pour ce sujet. Je tiens à remercier Bill Kelly, le recteur de l'École doctorale de CUNY, ainsi que mes collègues et mes étudiants, en particulier ceux du département d'anthropologie, pour le soutien qu'ils m'ont apporté et l'intérêt qu'ils ont manifesté pour mes recherches. Il va sans dire que j'assume l'entière responsabilité du résultat.